

COMMUNIQUÉ

100 femmes sont mortes depuis le début de l'année des coups reçus de leur conjoint ou ex-conjoint. Des milliers d'autres subissent ces violences chaque jour.

Crimes atroces qui posent la question des outils mis à disposition de **leur prévention et des moyens et de la protection des femmes***. Crimes atroces qui doivent être châtiés sans indulgence. Crimes atroces pourtant qui se répètent d'année en année, et dans des proportions variables, dans tous les pays et sur tous les continents.

À cette échelle, on ne saurait réduire la situation à une somme de faits divers touchant des individus... Il faut aller à la racine de cette situation. Aux États-Unis, quand les assassinats de Noirs par la police ne cessent de se répéter, la notion de racisme institutionnel finit par s'imposer. La racine du racisme institutionnel, c'est le système fondé sur l'exploitation capitaliste. Tous les combats, légitimes et indispensables, menés aux États-Unis contre le racisme institutionnel qui frappe les Noirs, pointent de fait le système capitaliste lui-même.

Les assassinats de femmes par leur conjoint ou ex-conjoint ont souvent aux yeux de leurs auteurs la justification implicite qu'elles ont osé « le » quitter. Dans une société patriarcale, la conjointe doit être la « propriété » de l'homme. Dès lors qu'elle cherche à s'en échapper, c'est intolérable.

Le combat pour l'égalité effective des femmes et des hommes pointe du doigt le patriarcat. À l'époque du capitalisme, le système patriarcal qui fait de la femme la « propriété » exploitée de son conjoint s'imbrique au système capitaliste qui fait du prolétaire la « propriété » exploitée du capitaliste. C'est pourquoi le Parti ouvrier indépendant démocratique inscrit dans son programme **la lutte pour en finir avec le capitalisme fondé sur la propriété privée des moyens de production et inscrit dans ce combat la lutte pour en finir avec le patriarcat.**

Pour le Parti ouvrier indépendant démocratique,
Les secrétaires nationales et les secrétaires nationaux

* Aujourd'hui, selon la Fondation des femmes, **40 % des femmes victimes de violences conjugales n'obtiennent pas d'hébergement lorsqu'elles veulent fuir un conjoint violent et seules 12 % obtiennent une place adaptée, avec un accompagnement juridique et psychologique. Il faudrait, pour répondre aux demandes, multiplier le nombre de places par 3 à 5, et le budget par 5 à 8, pour atteindre entre 398 et 663 millions d'euros.**

Rappelons que depuis le début de la pandémie, **600 milliards d'euros ont été offerts aux capitalistes.** Les sommes nécessaires pour créer les places d'hébergement représentent une infirme partie de ces sommes colossales.

Pour le POID, il est urgent de confisquer ces 600 milliards pour répondre aux besoins urgents des femmes victimes de violences et, au-delà, pour répondre aux besoins de toute la population, en les affectant aux hôpitaux, à l'école, aux services publics.

La démocratie exige : les 600 milliards doivent être rendus au peuple !

**Rassemblons-nous au meeting national,
le samedi 22 janvier 2022**

Espace Charenton, 327, rue de Charenton, Paris (métro Porte-de-Charenton, ligne 8).

Lisez *La Tribune des travailleurs*. Prenez contact avec le POID.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@gmail.com ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.